



Treaty Series No. 72 (1938)

INTERNATIONAL AGREEMENT

modifying the International Convention of June 21, 1920
for the establishment of an

INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION

Paris, May 31, 1937

[His Majesty's Ratification in respect of the United Kingdom deposited on August 8, 1938,
and of the Commonwealth of Australia on August 23, 1938]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

York House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any bookseller

1938

Price 4*d.* net

Cmd. 5889

INTERNATIONAL AGREEMENT MODIFYING THE INTERNATIONAL
CONVENTION OF JUNE 21, 1920, FOR THE ESTAB-
LISHMENT OF AN INTERNATIONAL INSTITUTE OF
REFRIGERATION.(¹)

Paris, May 31, 1937.

ACCORD portant modifications à la Convention Internationale signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut International du Froid conclu entre l'Allemagne, la République Argentine, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la République de Costa-Rica, la République Cubaine, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies de l'Afrique occidentale française, Madagascar, la Grande-Bretagne, l'Union de l'Afrique du Sud, le Canada, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Indes, la Grèce, la République d'Haïti, l'Italie et ses colonies d'Érythrée, de Cyrénaïque, de Tripolitaine et des Somalis, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, la Norvège, la République de Panama, les Pays-Bas et leurs colonies des Indes néerlandaises, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la République Tchéco-Slovaque, la Tunisie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes, l'Uruguay et la Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à maintenir et à entretenir l'Institut International du Froid dont le siège est à Paris.

Font partie de l'Institut International du Froid, en qualité de membres jouissant des droits et soumis aux obligations définis par la présente Convention :

1° Les États contractants, ainsi que leurs territoires d'outre-mer et leurs colonies qu'ils ont désignés en procédant à la signature de la présente Convention et qui figurent à la liste ci-annexée ;

2° Les États qui ne sont pas parties à la présente Convention, les territoires d'outre-mer et colonies, qui ne figurent pas à la liste visée ci-dessus si les États intéressés adhèrent à ladite Convention à titre métropolitain ou pour des territoires d'outre-mer ou des colonies, et si l'admission du nouveau membre à l'Institut International du Froid est prononcée par le Comité Exécutif prévu à l'article 5 ci-après, à la majorité des deux tiers des États, Dominions ou Colonies représentés. La demande sera adressée au Directeur de

(¹) For English translation see page 10.

L'Institut; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le Directeur au Ministre des Affaires étrangères de la République française qui la notifiera à tous les Gouvernements adhérents.

ARTICLE 2.

Les personnes morales ou privées, ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid, et les bienfaiteurs de l'Institut International du Froid pourront, par une décision du Comité Exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

ARTICLE 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux :

1° De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine;

2° De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables;

3° De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation;

4° De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid;

5° De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature, intéressant les industries du froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid;

6° D'organiser les Congrès internationaux du froid;

7° De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un État particulier sont exclues de la compétence de l'Institut International du Froid.

ARTICLE 4.

L'Institut International du Froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les Membres de l'Institut. Ceux de ces membres, qui

ne désirent pas nommer de représentants officiels, peuvent faire agréer par l'Institut International du Froid un groupement qualifié qui représentera leur pays, en leurs lieu et place.

Le nombre des représentants de chaque Membre de l'Institut dans la Conférence générale est celui fixé par l'article 9 de la présente Convention, qui règle la participation des Membres de l'Institut aux dépenses de cet Institut. Les membres de la Conférence empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues de la Conférence.

La Conférence Générale se réunit au moins tous les quatre ans. Son Président est élu, à la majorité des voix, pour cinq années correspondant à chacune des périodes quinquennales prévues à l'article 10.

ARTICLE 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut International du Froid est confié à un Comité Exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

“Le Comité Exécutif se compose de membres désignés par les autorités qualifiées des membres de l'Institut. Chacun de ces membres sera représenté dans le Comité Exécutif par une personne.”

Les Présidents des Commissions internationales prévues à l'article 7 de la présente Convention ont entrée au Comité Exécutif avec voix consultative.

Le Comité Exécutif se réunit au moins une fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale. Il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut. Il nomme au scrutin secret le Directeur qui remplit les fonctions de Secrétaire Général de la Conférence Générale et du Comité Exécutif. Il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité Exécutif, empêchés d'assister à une réunion, ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues du Comité.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité Exécutif possède les pouvoirs de la Conférence Générale sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Dans tous les cas, les délibérations ne sont valables qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Le Comité Exécutif choisit, dans son sein, un Comité Directeur composé d'un Président, 6 Vice-Présidents et un Comité d'Administration, composé de 15 membres, celui-ci étant chargé plus spécialement de préparer le budget et de présenter un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'Administration, le Directeur mandate les dépenses et opère les recettes. Il signe toutes quittances et tous reçus; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

Le Président de la Conférence Générale a accès, à titre consultatif, aux séances du Comité Exécutif et du Comité d'Administration.

ARTICLE 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un Directeur, nommé par le Comité Exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Directeur, qui en est responsable devant le Comité Exécutif.

ARTICLE 7.

Les études prévues par l'article 3 de la présente Convention sont entreprises et poursuivies soit par des Commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixés par la Conférence Générale, soit par des experts désignés par la Conférence Générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment :

- A l'obtention des basses températures ;
- Au matériel et aux installations frigorifiques ;
- Aux applications industrielles du froid ;
- Aux transports ;
- A la législation ;
- A l'enseignement ;
- A l'économie générale et à la statistique.

Le Président de chacune de ces Commissions est choisi par la Conférence générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque Commission est fixée par le Comité Exécutif sur propositions présentées par le Président de ladite Commission, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du Froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérant à la présente Convention.

ARTICLE 8.

Les travaux des Commissions et les renseignements de toute nature, recueillis par l'Office central de l'Institut, en vertu de l'article 3 de la présente Convention, sont publiés par la voie d'un bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français, mais une édition dans toute autre langue des pays adhérant à la présente Convention pourra être publiée sur la demande des pays intéressés, dans la mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du bulletin est effectué à tous les pays adhérant à la présente Convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence Générale.

ARTICLE 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes :

1° Par les subventions annuelles des Membres de l'Institut qui acceptent de prendre part à son fonctionnement. Ces contributions, payables en toutes devises librement négociables, sont fixées en francs-or, d'un poids de 10/31^e de gramme, au titre de 0,900 de fin⁽²⁾, suivant les catégories ci-après :

Catégories.				Subventions annuelles en francs-or.	Nombre de vo ix dont disposent les Membres à la Conférence Générale et au Comité Exécutif.
I	...	...	...	4,800	6
II	...	...	...	3,600	5
III	...	...	...	2,400	4
IV	...	...	...	1,600	3
V	...	...	...	800	2
VI	...	...	...	400	1

2° Par les recettes provenant des abonnements au bulletin et de la vente des publications de l'Institut réalisées dans les conditions fixées par le Comité Exécutif.

3° Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'article 2 de la présente Convention.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des pays contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, au Directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des Affaires Étrangères de la République française.

ARTICLE 10.

La présente Convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années. Chacun des membres de l'Institut a le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

Chaque membre de l'Institut admis ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

(2) Unité monétaire prévue à l'article 28 de la Convention postale universelle du 28 juin 1929 promulguée en France par le décret du 17 mars 1933.

ARTICLE 11.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente Convention entrera en vigueur pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 31 mai 1937.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) JOHANNES GRAF VON WELCZECK.

Pour la République Argentine :

(L.S.) T. A. LE BRETON.

Pour la Belgique :

(L.S.) COMTE DE KERCHOVE.

Pour le Brésil *ad referendum* :

(L.S.) L. M. DE SOUZA-DANTAS.

Pour la Bulgarie :

(L.S.) C. BATOLOFF.

Pour la Chine :

(L.S.) V. K. WELLINGTON KOO.

Pour la République de Costa-Rica :

Pour la République cubaine :

(L.S.) JOSÉ RENÉ MORALES.

Pour le Danemark :

(L.S.) T. BULL.

Pour l'Espagne :

Pour les États-Unis :⁽³⁾

Pour la Finlande :

(L.S.) HARRI HOLMA.

Pour la France :

(L.S.) YVON DELBOS.

Pour l'Algérie :

(L.S.) YVON DELBOS.

Pour les colonies de l'Afrique occidentale française et pour Madagascar :

(L.S.) YVON DELBOS.

Pour la Grande-Bretagne et pour les Indes :

En signant la présente Convention :

- (1) Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; et
- (2) Pour les Indes :

Je déclare :

- (1) Que ma signature est apposée sous réserve du droit de se retirer de l'Institut avec avis préalable d'une année au moins, à partir du 21 juin 1940;
- (2) Que dans les relations entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et les autres Hautes Parties Contractantes qui auront ratifié la présente Convention, celle-ci remplacera la Convention du 21 juin 1920 à partir du jour même du dépôt de son instrument de ratification à l'égard: (1) du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; (2) des Indes.

(L.S.) H. LLOYD THOMAS.

Pour le Commonwealth d'Australie :

(L.S.) H. LLOYD THOMAS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(L.S.) ERIC H. LOUW.

⁽³⁾ En ce qui concerne les États-Unis d'Amérique qui, comme en 1920, ne l'ont pas signé, cet accord a été accepté par l'American Institute of Refrigeration qui en a donné directement connaissance à l'Institut international du Froid. Communication de cette adhésion a été faite au Ministère des Affaires étrangères (Unions internationales).

Pour le Canada :

Pour la Nouvelle-Zélande :

(L.S.) D. J. JORDAN.

Pour la Grèce :

(L.S.) N. POLITIS.

Pour la République d'Haïti :

Pour l'Italie :

(L.S.) V. CERRUTI.

Pour les colonies italiennes d'Érythrée,
de Cyrénaïque, de Tripolitaine et
des Somalis :

(L.S.) V. CERRUTI.

Pour le Japon :

(L.S.) T. MITANI.

Pour le Luxembourg :

(L.S.) ANT. FUNCK.

Pour le Maroc :

Pour la Norvège :

(L.S.) GRONVOLD.

Pour la République de Panama :

Pour les Pays-Bas et leurs colonies des
Indes néerlandaises :

(L.S.) J. LOUDON.

Pour le Pérou :

Pour la Pologne :

(L.S.) J. LUKASIEWICZ.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :
(L.S.) C. CESIANO.

Pour la Suède :
(L.S.) E. HENNINGS.

Pour la Suisse :
(L.S.) DUNANT.

Pour la République Tchécoslovaque :
(L.S.) STEFAN OSUSKY.

Pour la Tunisie :
(L.S.) TRONET.

Pour l'Union des Républiques soviétiques
socialistes :
(L.S.) EUGÈNE HIRSCHFELD.

Pour l'Uruguay :
(L.S.) PABLO PENANDO.

Pour la Yougoslavie :
(L.S.) BOJIDAR POURITCH.

(Translation.)

AGREEMENT modifying the International Convention signed at Paris, the 21st June, 1920,⁽¹⁾ for the creation at Paris of an International Institute of Refrigeration, concluded between Germany, the Argentine Republic, Belgium, Brazil, Bulgaria, China, Costa Rica, Cuba, Denmark, Spain, the United States of America, Finland, France, Algeria, the French West African Colonies, Madagascar, Great Britain, the Union of South Africa, Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, India, Greece, Haiti, Italy and her colonies of Eritrea, Cyrenaica, Tripoli, and Somaliland, Japan, Luxemburg, Morocco, Norway, Panamá, the Netherlands and her colonies of the Netherlands East Indies, Peru, Poland, Portugal, Roumania, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, Tunis, the Union of Soviet Socialist Republics, Uruguay and Yugoslavia.

The undersigned, Plenipotentiaries of the countries mentioned above, have agreed on the following provisions:—

ARTICLE 1.

The high contracting parties undertake to support and maintain the International Institute of Refrigeration, with its seat at Paris.

⁽¹⁾ "Treaty Series No. 6 (1923)," Cmd. 1857.

The following belong to the International Institute of Refrigeration as members, participating in the benefits and subject to the obligations defined in the present Convention :—

(1) The contracting States, as well as their overseas territories and colonies which they have indicated at the time of signature of the present Convention and which are mentioned herein ;

(2) States which are not parties to the present Convention, overseas territories and colonies, which are not mentioned, if such States accede to the Convention in respect of the metropolitan territory or in respect of overseas territories or colonies, and if the admission of the new member to the International Institute of Refrigeration is decided by the Executive Committee provided for in Article 5 below, by a majority of two-thirds of the States, Dominions, or Colonies represented. The application shall be addressed to the Director of the Institute ; it will imply the undertaking to share in the expenses of the Institute by means of an annual subscription under the conditions fixed by Article 9. When it has been decided, notice of the admission will be given by the Director to the Minister for Foreign Affairs of the French Republic who will notify it to all the participating Governments.

ARTICLE 2.

Institutions and private persons who have collaborated in the science and industry of refrigeration and benefactors of the International Institute of Refrigeration may receive the title of Corresponding Member of the Institute, by decision of the Executive Committee.

ARTICLE 3.

The Institute, confining its activities to the international sphere, has for its principal objects :—

(1) The promotion of the knowledge of the science and practice of refrigeration, and also the development and popularisation of scientific or technical studies and researches conducted in this sphere ;

(2) The promotion of the study of improved solutions of questions dealing with the preservation, transport, and distribution of perishable commodities ;

(3) The circulation of information, stating the source of the information published, respecting the world situation of refrigerated commodities, from the three points of view of production, circulation and consumption ;

(4) The co-ordination, with a view to publication, of all scientific, technical, and economic information and documents relating to the production and utilisation of refrigeration ;

(5) The collection, in order to study them, of the laws, regulations, and information of every kind concerning the refrigerating industry, and the submission, if necessary, for the approval of the

Governments of measures tending to the improvement and unification of the regulations respecting the international circulation of products susceptible of benefiting from the application of refrigeration ;

(6) To organise international congresses of refrigeration ;

(7) To keep in constant touch with the scientific and professional bodies interested, with a view to ensure the carrying out of its scheme of activities.

All questions which concern the economic interests, the legislation and the administration of a particular State, are excluded from the scope of the International Institute of Refrigeration.

ARTICLE 4.

The International Institute of Refrigeration is placed under the authority and control of a general Conference comprising representatives nominated by the Members of the Institute. Those members which do not wish to nominate official representatives may arrange with the International Institute of Refrigeration for a competent group which shall represent their countries instead of and in their place.

The number of representatives of each Member of the Institute in the general Conference is that fixed by Article 9 of the present Convention, which settles the share of the Members of the Institute in the expenses of the Institute. The members of the Conference who are unable to attend a meeting have the right to give their proxy to one of their colleagues in the Conference.

The general Conference will meet at least every four years. Its President shall be elected, by a majority of votes, for five years corresponding with each of the quinquennial periods provided for in Article 10.

ARTICLE 5.

The executive authority of the International Institute of Refrigeration is entrusted to an Executive Committee which, under the direction and control of the general Conference, will carry out its resolutions and draw up proposals for submission to it.

The Executive Committee consists of members nominated by the competent authorities of the Members of the Institute. Each of these members will be represented in the Executive Committee by one person.

The Presidents of the International Commissions provided for in Article 7 of the present Convention are entitled to attend meetings of the Executive Committee with the right to speak but not to vote.

The Executive Committee will meet at least twice each year. It is charged with carrying out the decisions of the general Conference. It has entire control over the administration of the Institute. By secret vote it elects the Director, who fulfils the functions of Secretary-General of the general Conference and of the Executive Committee.

It settles the organisation of the staff and also all the necessary arrangements for the working of the Institute.

Members of the Executive Committee unable to attend a meeting have the right to give their proxy to one of their colleagues on the Committee.

In the interval between meetings, the Executive Committee exercises the powers of the general Conference, subject to ratification by the latter of the decisions adopted.

In all cases, valid decisions require a majority of two-thirds of members present or represented.

The Executive Committee selects, from their body, a Committee of Management consisting of a President, six Vice-Presidents and a Committee of Administration consisting of fifteen members, the latter being entrusted, in particular, with the preparation of the budget and the presentation of an annual report on the financial situation of the Institute.

The Director, under the control of the Committee of Administration, authorises the expenses and administers the revenues; he signs all receipts; he clears, accepts, endorses or draws every bill, draft or cheque for the account of the Institute.

The President of the general Conference shall be admitted, in a consultative capacity, to the meetings of the Executive Committee and the Committee of Administration.

ARTICLE 6.

The functioning of the Institute is ensured by a salaried staff, including a Director, appointed by the Executive Committee, and agents necessary to carry out the duties of the Institute.

The appointment and the discharge of the employees of every class is in the hands of the Director, who is responsible therefor to the Executive Committee.

ARTICLE 7.

The studies provided for by Article 3 of the present Convention are undertaken and pursued either by international Commissions whose number and attributes are fixed by the general Conference, or by experts nominated by the general Conference.

These studies will concern questions dealing with the production and utilisation of refrigeration in all its aspects and especially:—

- The production of low temperatures;
- Refrigerating material and plants;
- The industrial applications of refrigeration;
- Transport;
- Legislation;
- Instruction;
- General management and statistics.

The President of each of these commissions is selected by the general Conference and will report to it on the subject.

The constitution of each Commission is settled by the Executive Committee on the basis of proposals presented to it by the President of the said commission, account being taken of the wishes expressed by the Refrigeration Associations or other scientific or industrial bodies in the countries parties to the present Convention.

ARTICLE 8.

The labours of the Commissions and the information of every description received by the central office of the Institute in virtue of Article 3 of the present Convention will be published in a bulletin. This official publication will be in English and in French, but an edition in any other language of the countries parties to the present Convention will be published at the request of the countries interested, so far as the ordinary and extraordinary resources of the Institute will allow.

The free issue of the bulletin will be made to all the countries parties to the present Convention on a scale fixed by the general Conference according to the category in which they are inscribed.

ARTICLE 9.

The expenses necessary for the working of the Institute will be provided :—

(1) By annual subscriptions from the Members of the Institute which agree to take part in its working. These contributions, payable in any freely negotiable currency, are fixed in gold francs of a weight of 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900,⁽²⁾ according to the following categories :—

Category.	Annual Subscription. Gold fr.	Number of Votes held by Members in the General Con- ference and in the Executive Committee.
I	4,800	6
II	3,600	5
III	2,400	4
IV	1,600	3
V	800	2
VI	400	1

(2) By receipts obtained from advertisements in the bulletin and from the sale of the publications of the Institute effected on the conditions fixed by the Executive Committee;

(3) By subscriptions, gifts and legacies which may be legally made to it, especially by virtue of the application of Article 2 of the present Convention.

⁽²⁾ The monetary unit provided for in article 28 of the Universal Postal Convention of June 28, 1929, promulgated in France by the decree of March 17, 1933.

The amounts representing the contributory share of each of the contracting countries will be forwarded by them at the beginning of each year to the Director of the Institute, through the intermediary of the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic.

ARTICLE 10.

The present Convention is concluded for a period of ten years. At the end of this period it will be renewed by tacit consent for periods of five years. Each Member of the Institute has the right to withdraw from the Institute or to alter the category in which it is placed, after each period, on previous notice of at least one year.

Each Member of the Institute admitted later is bound until the expiration of the first period of ten years, if it is admitted within the first five years of that period. Otherwise it is bound until the expiration of the additional period of five years succeeding that during which it is admitted.

ARTICLE 11.

The present Convention shall be ratified. Each Power will forward its ratification, with as little delay as possible, to the French Government, which will inform the other signatory countries.⁽³⁾

The ratifications will remain deposited in the archives of the French Government.

The present Convention will come into force, as regards each signatory country, on the date of the deposit of its ratification.

In faith whereof, the following Plenipotentiaries, whose powers have been found in good and due form, have signed the present Convention.

Done at Paris, the 31st May, 1937.

For Germany :

(L.S.) JOHANNES GRAF VON WELCZECK

For the Argentine Republic :

(L.S.) T. A. LE BRETON.

For Belgium :

(L.S.) COMTE DE KERCHOVE.

For Brazil *ad referendum* :

(L.S.) L. M. DE SOUZA-DANTAS.

For Bulgaria :

(L.S.) C. BATOLOFF.

For China :

(L.S.) V. K. WELLINGTON KOO.

⁽³⁾ For list of ratifications, &c., see page 19.

For Costa Rica :

For Cuba :

(L.S.) JOSÉ RENÉ MORALES.

For Denmark :

(L.S.) T. BULL.

For Spain :

For the United States of America :⁽⁴⁾

For Finland :

(L.S.) HARRI HOLMA.

For France :

(L.S.) YVON DELBOS.

For Algeria :

(L.S.) YVON DELBOS.

For the French West African Colonies and
Madagascar :

(L.S.) YVON DELBOS.

For Great Britain and India :

In signing the present Convention :

- (1) For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland; and
- (2) For India;

I declare :

- (1) That my signature is appended subject to the reservation of the right to withdraw from the Institute, with previous notice of at least one year, as from June 21, 1940;

⁽⁴⁾ As regards the United States of America, who, as in 1920, have not signed the Agreement, it has been accepted by the American Institute of Refrigeration, who have notified the Institute of International Refrigeration directly. This accession has been brought to the notice of the Ministry of Foreign Affairs (International Unions).

(2) That in the relations between His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the other High Contracting Parties who have ratified the present Convention, it shall supersede the Convention of June 21, 1920, as from the date of deposit of this instrument of ratification, in respect of (1) the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland; (2) India.

(L.S.) H. LLOYD THOMAS.

For the Commonwealth of Australia :

(L.S.) H. LLOYD THOMAS.

For the Union of South Africa :

(L.S.) ERIC H. LOUW.

For Canada :

For New Zealand :

(L.S.) D. J. JORDAN.

For Greece :

(L.S.) N. POLITIS.

For Haiti :

For Italy :

(L.S.) V. CERRUTI.

For the Italian Colonies of Eritrea, of Cyrenaica, of Tripoli and of the Somalis :

(L.S.) V. CERRUTI.

For Japan :

(L.S.) T. MITANI.

For Luxemburg :

(L.S.) ANT. FUNCK.

For Morocco :

For Norway :

(L.S.) GRONVOLD.

For Panamá :

For the Netherlands and her colonies of
the Netherlands East Indies :

(L.S.) J. LOUDON.

For Peru :

For Poland :

(L.S.) J. LUKASIEWICZ.

For Portugal :

For Roumania :

(L.S.) C. CESIANO.

For Sweden :

(L.S.) E. HENNINGS.

For Switzerland :

(L.S.) DUNANT.

For Czechoslovakia :

(L.S.) STEFAN OSUSKY.

For Tunis :

(L.S.) TRONET.

For the Union of Soviet Socialist
Republics :

(L.S.) EUGÈNE HIRSCHFELD.

For Uruguay :

(L.S.) PABLO PENANDO.

For Yugoslavia :

(L.S.) BOJIDAR POURITCH.

Ratifications.

Deposited.

United Kingdom	...	...	August 8, 1938.
Commonwealth of Australia	...	...	August 23, 1938.
Belgium	...	...	August 11, 1938.
Denmark	...	...	March 2, 1938.
Finland	...	...	May 31, 1938.
Norway	...	...	December 2, 1937.
Poland	...	...	August 18, 1938.
Sweden	...	...	October 20, 1937.

Accession.

Canada	July 18, 1938.
--------	-----	-----	----------------

